Sur le soulèvement de Jina

- Éléments d'analyse sur le mouvement en Iran -

■ Écrit en janvier de cette année, ce texte d'analyse d'Assareh Assa nous semble précieux pour comprendre la nature sociétale, mais aussi sociale, du récent mouvement populaire de révolte contre le régime des mollahs. Restitué ici dans le continuum historique des diverses révoltes populaires qui ont agité le pays depuis la contre-révolution cléricale de 1979, il en pointe, à travers une analyse de ses slogans, les promesses et les avancées, mais aussi la complexité et les contradictions.

Une jeune femme tombe, un peuple se soulève ; et il y a déjà plus de quatre mois que ce peuple, même torturé, blessé, ensanglanté, est toujours debout agitant un drapeau sur lequel est écrite sa devise : « **Femme, vie, liberté !** ».

Cette image est celle que le monde a retenue du soulèvement en Iran à la suite de l'assassinat de Jina[1]. Pourtant, l'histoire de la lutte des peuples iraniens contre les forces des ténèbres ne se limite pas à cette scène épique. Et en vérité, derrière cette scène, il y a toute la complexité d'une lutte de classe dont l'analyse et la compréhension dépassent largement les limites de cet article. Malgré cela, nous pensons que, pour être considérée comme sérieuse, toute évocation, même modeste, de ce mouvement se doit de tenter d'en déchiffrer les contradictions.

La réaction qu'a provoquée cette scène doit être comprise comme faisant suite à l'histoire de la répression quotidienne, de la torture permanente et de la dégradation continue de la qualité de vie des peuples iraniens, histoire qui a commencé au lendemain même de l'arrivée au pouvoir du clergé en 1979. Ce soulèvement doit être compris comme *un moment* du mouvement de contestation qui a déjà quarante-quatre ans.

C'est pourquoi nous ne pensons pas être face à un *mouvement nouveau et inattendu* : le soulèvement actuel, bien qu'il soit inédit dans ses caractéristiques (en particulier la participation massive des femmes – non seulement au corps du mouvement, mais aussi en position de leadership, dans ses actes clandestins : faire des graffitis, lancer des cocktails Molotov, etc.) –, s'inscrit dans le *continuum d'un même mouvement de contestation* qui, après chaque désastre engendré par le régime, gagne les peuples iraniens, couche par couche.

La mort de Jina doit donc être considérée comme la dernière goutte qui a fait déborder la rage des Iraniens ; il s'agit d'une rage accumulée depuis l'instauration de la

[1] Mahsa Amini étant appelée « Jina » – son prénom kurde – par sa famille et ses proches, nous préférons utiliser ici le nom sous lequel elle se reconnaissait.

République islamique. Rage d'une vie sous une dictature théocratique dont l'animosité envers les libertés individuelles se symbolise par le voile obligatoire et les codes vestimentaires, une dictature rentière dont la corruption structurelle a progressivement réduit la vie des peuples iraniens à la « survie », une dictature brutale dont la capacité d'étouffement de la moindre voix critique est hors de toute mesure imaginable. Pourtant, ce qui, au vu de son ampleur, durée et radicalité, distingue ce moment des autres, c'est qu'on peut le considérer comme le point culminant de toutes les luttes contre le régime de la République islamique. Et comme il s'agit d'un mouvement sans chef ni porte-parole, nous avons intérêt à le regarder sans filtre et à l'écouter sans intermédiaire, ce qui permet de déceler les aspects de ce soulèvement qui ont été cachés ou minimisés à travers les filtres des médias ou des organisations politiques. C'est pourquoi nous allons insister sur ce que ce mouvement dit par ses actes et ses paroles. En analysant certains de ses slogans les plus répandus[2], il s'agira de mettre en avant les caractéristiques, les possibilités – mais aussi les limites – de ce « soulèvement de Jina ».

« **Chère Jina, tu ne meurs pas, ton nom devient un symbole !** ». Cette phrase écrite sur la tombe de Jina s'est révélée juste. De là vient le fait que le mouvement actuel est dénommé par certains « soulèvement de Jina ». Et même si cette appellation n'est pas utilisée par tout le monde, il ne fait aucun doute que ce soulèvement est lié à la mort d'une jeune femme dont le nom signifie « femme ».

Parce que femme et kurde

Si c'est le fruit d'un hasard que le mouvement actuel ait commencé par la mort d'une jeune femme dont le nom signifie « femme »[3], rien n'est pourtant anodin dans le choix du slogan « **Femme, vie, liberté !** ». Ce sont les Kurdes de Turquie qui, il y a quelques années, l'ont lancé pour la première fois. Jina était une fille kurde ; elle fut tuée par un régime centraliste et oppresseur de diverses ethnies. D'où la charge symbolique de cette image pour rappeler la répression subie par les Kurdes dès le début de la victoire de la contre-révolution islamique[4].

Que Jina soit une fille kurde a très probablement joué un rôle dans le fait qu'elle ait reçu un coup mortel à la tête, et a sûrement été déterminant dans sa conséquence : le deuil de sa famille s'est transformé en une rage politique contre le régime. Les Kurdes ont conservé une conscience politique aiguisée par quatre décennies de répression de la République islamique. Ils ne ratent donc aucune occasion, même si celle-ci est dramatique, de faire démonstration de leur haine de ce régime. Pourtant, ce serait une vision réductrice de dire que, si Jina n'avait pas été kurde, il n'y aurait pas eu de contestations massives en Iran. Que le mouvement ne se soit pas limité au Kurdistan, qu'il ait aussitôt touché tous les coins du pays, même les plus reculés, démontre que d'autres éléments sont entrés en jeu.

---

[2] Nous tenons, cela dit, à préciser qu'aucune traduction – le lecteur nous en excusera – ne peut être capable de restituer la puissance poétique de ces slogans tant ils recèlent une dimension émotive collectivement partagée par les peuples iraniens.

[3] En persan : « Zan, Zéndégui, Âzâdi » ; en kurde : « Jin, Jian, Azadi ». Étymologiquement « zan » (femme) est la racine de « zéndégui » (vie). C'est la femme qui engendre l'être animé (« zéndé ») en donnant la vie ; autrement dit, la vie découle de la femme. En effet, « zan » est l'équivalent arabisé du mot ancien « jan » (qui veut également dire « âme »), dont la prononciation en kurde est « jin ».

[4] Deux mois après la révolution de 1979, le régime naissant s'attaqua au peuple kurde et, quatre mois plus tard, sur ordre de Khomeini, il déclara la guerre au Kurdistan.

Contrôler le corps féminin

Les peuples iraniens ont été les témoins de la répression systématique de l'État contre les femmes durant quarante-trois ans. C'est le temps qu'il aura fallu pour qu'aux yeux des Iraniens, il ne soit *plus acceptable* qu'une femme soit battue à mort par la police des mœurs au seul motif de n'avoir pas respecté les codes vestimentaires du régime ou ses mœurs[5]. Un des premiers slogans repris par les manifestants indignés en atteste : « **La mort pour le voile, jusqu'où ce mépris ?** ». Ce mépris est né avec le régime même : aussitôt au pouvoir, la République islamique commença à poser sa poigne sur le corps féminin. Au lendemain de la révolution, pourchassant les femmes non voilées dans les rues, les gardiens de la République criaient « Soit vous portez le voile, soit vous acceptez un coup sur la tête ». Aujourd'hui les femmes, mais aussi les hommes, reprennent le même slogan en le détournant : « **Ni voile ni coup sur la tête, liberté et égalité !** ».

Il va de soi que le rejet du voile en tant que symbole de la soumission va de pair avec l'exigence de la liberté ; il faut être libre pour pouvoir dire : ni ceci ni cela. La lutte pour la liberté paraît donc être le seul chemin pour les femmes qui disent « non » au contrôle patriarcal de leur corps. Pourtant, la liberté semble être le talon d'Achille de ce mouvement : être « libre » oui, mais jusqu'où ? Les pro-régimes interrogent les manifestants. Puis ils ajoutent : « Vous voulez la liberté pour vous mettre nus » ; « liberté et nudité étant identiques, vous ne voulez que propager l'immoralité » ; « vous, les filles non voilées, vous revendiquez la liberté car vous n'êtes que des garces ». Tombant dans le piège, filles et garçons essaient de se défendre : « Nous ne sommes pas immoraux, nous ne voulons pas être nus, nous ne voulons pas nous déshabiller, nous voulons être libres pour vivre »[6].

Certains opposants au régime justifient cette réponse en avançant l'idée que, en réduisant la liberté à la nudité, les pro-régimes caricaturent le mouvement et passent sous silence les revendications qu'il exprime. Cela dit, ces opposants participent eux-mêmes d'un malentendu en prétendant que les pro-régimes n'ont pas compris que ce mouvement aspirait au seul respect de la dignité des femmes. Car cette justification nous incite à penser que certains révoltés partagent, *de facto* avec les partisans de l'ordre établi, une même vision : la nudité, soit l'exposition publique du corps féminin, serait antimorale. En clair, cela démontre que, pour l'instant, ce mouvement ne peut pas – ou ne veut pas – franchir le pas d'une transgression de la culture traditionnelle, celle qui, depuis des siècles et des siècles, distingue la « bonne » fille de la « mauvaise » par les règles de pudeur et de pureté que l'une et l'autre se donnent. D'où le slogan des femmes en défense de leur dignité repris dans les universités et dans les rues : « **C'est toi** *[le partisan du régime]* **qui es pervers, je suis une femme libre !** »[7].

---

[5] L'assassinat de Jina ne fut pas le seul et le premier cas de ce genre. Zahra Bani Yaghoub, une jeune médecin, a également été tuée par la police des mœurs en 2007 à Hamdedan.

[6] Peu après l'assassinat de Jina, alors que des Iraniens exilés organisaient des manifestations aux quatre coins de la planète, une femme iranienne se mit « à nu » aux Pays-Bas, s'empara d'un haut-parleur et interpella les pro-régimes : « Pourquoi avez-vous peur de ce corps ? » La chose la plus intrigante, c'est que son acte (se déshabiller en public) sembla provoquer la même panique chez les opposants au régime que chez ses soutiens. Une bonne partie d'entre eux condamna cet acte en désignant ouvertement cette femme comme « agent du régime ».

[7] Bien que nous pensons que l'exposition du corps féminin est encore un tabou chez la majorité des Iraniens, il ne faut pas ignorer qu'il existe un décalage (ou une opposition) entre le système normatif d'une grande partie des participants à ce mouvement et celui, religieux/traditionnel, du régime et au-delà. En attestent, par exemple, les images de gens qui s'embrassent dans la rue, acte que ni le régime ni la norme morale traditionnelle ne tolèrent – même si les deux personnes qui s'embrassent sont mariées. Autre exemple : celui des relations amoureuses hors mariage, qui se répandent de plus en plus.

Il est intéressant, de même, de remarquer que, jusqu'ici, et malgré la radicalité politique de ce mouvement, aucun slogan n'évoque le *contrôle total* du corps féminin, la *liberté sexuelle*, le *droit à l'avortement*, etc.[8].

Un mouvement féministe ?

En 1979, un mois seulement après la prise du pouvoir par les mollahs, il y eut de grandes manifestations contre la décision de Khomeini rendant le voile obligatoire. Par comparaison, il n'y en avait eu aucune contre l'abolition de la « loi de protection de la famille » promue en 1967, et modifiée en faveur des femmes en 1974, qui, bien qu'elle n'allât pas jusqu'à reconnaître « l'égalité formelle » entre homme et femme, accordait certains droits civiques aux femmes[9]. Après la révolution cette loi, considérée comme transgressant les lois islamiques, fut la première du régime précédent à être abolie par le régime des mollahs. Ce faisant, ce dernier s'opposa ouvertement aux femmes dites modernes dont le rôle social ne se cantonnait pas aux tâches domestiques et reproductives. Pourquoi cette attaque contre le droit des femmes n'a-t-elle pas immédiatement provoqué de contestation signifiante ? La réponse à cette interrogation est intrinsèquement liée aux structures patriarcales enracinées dans une culture populaire fondée sur un mode de production précapitaliste.

Le taux d'éducation supérieure des femmes sous la République islamique a augmenté de manière significative. Loin d'être le signe de la bienveillance et de la grâce du régime, cela a été la solution pour réduire un chômage croissant : comme il n'y avait pas de structures nécessaires pour que la première génération, surnommée « l'armée des 20 millions »[10], née sous le régime, soit absorbée par le marché du travail, il fallait donc retarder son entrée en activité. L'éducation universitaire a donc fonctionné comme un tunnel permettant au régime de se débarrasser momentanément du problème du chômage massif. Il existe plus de 2 500 universités (privées et publiques) en Iran, alors que le nombre des hôpitaux, par exemple, est bien inférieur à 1 000 ! C'est ainsi que les femmes iraniennes sont de plus en plus éduquées et diplômées, mais qu'il n'y a pas assez de possibilités d'embauche pour elles. Ainsi, elles subissent une discrimination étendue à tous les aspects de leur vie sociale. Non seulement leur parcours académique n'aboutit à rien, mais en plus elles sont obligées d'obéir aux règles convenant à une société patriarcale où la femme est avant tout une épouse et une mère.

Ce cadre restreint, qui sous-estime les capacités de ces femmes diplômées, provoque de plus en plus d'indignation et de révolte. Elles revendiquent une reconnaissance correspondant à leur mérite et à leur valeur ; elles se sentent capables d'aller sur le marché du travail et souhaitent que leur force de travail soit rémunérée en fonction de leur valeur. Toutes choses qui sont impossibles à obtenir, non tant parce que ce régime serait, comme certains le pensent, « contre les femmes », mais parce

[8] Il faut noter qu'en Iran comme ailleurs, les femmes avortent, mais de manière clandestine ; ce faisant elles risquent leur vie. Avorter selon la loi est considéré comme un homicide volontaire ; les femmes qui portent un fœtus dans leur utérus en avortant peuvent donc être condamnées à mort. C'est pourquoi la légalisation de l'avortement n'est nullement un détail.

[9] Aux termes de cette loi, était interdit le mariage des filles de moins de dix-huit ans, l'homme ne pouvait divorcer de sa femme que sous certaines conditions, le droit au divorce était aussi accordé à la femme dans certains cas, le consentement de la femme pour que le mari prenne une seconde épouse était obligatoire, la femme avait le droit, comme l'homme, d'interdire à son mari d'exercer un emploi considéré comme déshonorant.

[10] Il s'agit là d'un mot d'ordre de Khomeini lancé peu avant le premier anniversaire de la contre-révolution de 1979 : « Le pays qui a 20 millions de soldats sera invincible ».

que l'industrialisation de l'Iran s'est arrêtée depuis longtemps[11]. C'est parce que le régime est incapable de mettre sur pied une structure économique viable qu'il est « contre les femmes », celles-ci ne pouvant faire autres chose que travailler à la reproduction de la force de travail.

Bien que la question des femmes soit au cœur du mouvement, il ne faudrait donc pas se tromper sur la radicalité de son « féminisme » : tel qu'il s'est prononcé jusqu'à aujourd'hui, il défend une figure de « la femme » assumant son rôle féminin : la femme reste « femme ». Comme déjà signalé, confronté à l'accusation d'immoralité, il se montre défensif. Par ailleurs, ce qui nous oblige à atténuer ou à mettre en doute la véracité du discours tendant à décrire le mouvement en cours comme essentiellement féminin ou surestimant la radicalité de son féminisme, c'est l'émergence, en son sein, d'un slogan qui est aux antipodes de la « cause féministe » : aussitôt que monte le cri de « **Femme, vie, liberté !** » résonne son opposé direct – « **Homme, patrie, prospérité !** » –, entendu pour la première fois à l'université de médecine de Shiraz, puis repris ailleurs, surtout dans les milieux de la classe moyenne. L'ironie de l'histoire, c'est que le régime s'est fait écho de ce dernier slogan. La nature du mouvement « **Femme, vie, liberté !** » semble mieux révélée par cette *contradiction apparente* : une lutte pour devenir « libre » d'être « femme » pour continuer une « vie normale »[12] doit forcément passer par un « homme », figure d'un État protecteur des droits de l'homme afin d'amener « la patrie » à la « prospérité »[13].

Bien sûr, cette lecture du mouvement ne conviendra pas à ses fractions les plus radicales, celles qui pensent, en effet, que toutes les voies ne sont pas fermées à un autre devenir du slogan « **Femme, vie, liberté !** » et à la possibilité d'aller plus loin sur la question « féministe ». Pourtant, au vu de l'état actuel des choses, il semble que la première lecture corresponde mieux à l'attente de la majorité, celle qui souhaite un État de droit, démocratique et laïque. On pourrait avancer que cette devise – « **Femme, vie, liberté** » – fait plutôt entendre la voix des radicalisés de la classe moyenne, en précisant que cela ne saurait signifier que ce mouvement émane uniquement de cette classe. Car il s'inscrit, au contraire et directement, *dans la lignée* du « soulèvement des affamés »[14] du printemps 2022, du « soulèvement des assoiffés»[15]

---

[11] La croissance annuelle du produit intérieur brut iranien, qui était de 15 % en 1970, est tombée à 3,3 % en 2020. Si cette baisse spectaculaire est sûrement liée aux sanctions financières et au durcissement de l'embargo, les sanctions internationales n'expliquent pas tout. En effet, durant l'année 2011, qui précède leur mise en œuvre, l'Iran avait connu une croissance du PIB inférieure à 6 %. L'économie iranienne, essentiellement fondée sur sa rente pétrolière, n'a jamais pu relancer son processus d'industrialisation, ralenti depuis 1978.

[12] Cette expression favorite de la classe moyenne exprime son rêve d'une vie comme « tout le monde » – sous-entendu comme celle de la classe moyenne des autres pays –, rêve devenu inaccessible sous la République islamique.

[13] En seulement trois décennies, la population iranienne a doublé. Passée d'environ 34 millions d'habitants en 1977 à environ 70 millions en 2000, elle est de plus de 86 millions aujourd'hui. Dans le cadre de la désindustrialisation et du chômage de masse, le régime négocie une partie de la paix sociale en soumettant une partie de la force de travail (les femmes) à l'autre (les hommes). Ainsi, dans un discours public, Khamenei défendait l'inégalité d'accès au travail en ces termes : « La question de l'emploi des femmes n'est pas une question importante. Bien que nous ne soyons pas contre le fait qu'elles travaillent, elles ne doivent pas exercer une activité qui ne correspondrait pas à leur nature. Certains disent que c'est une discrimination. Mais cette discrimination n'est pas toujours mauvaise. »

[14] Cette série de protestations débute à la suite de la décision gouvernementale d'augmenter le prix des marchandises nécessaires – œufs, huile, pâtes, etc. –, qui constituent la nourriture de base des classes défavorisées. Les gens descendent dans la rue dans beaucoup de villes à travers tout le pays au cri de « Nous avons faim ».

[15] Révolte du peuple du Khûzistân. Arabophone à plus d'un tiers, ce peuple est, d'un côté, victime de discrimination ethnique et connaît, de l'autre, une pauvreté intense alors qu'il vit dans une région pétrolière. À ces problèmes s'ajoute celui de la pénurie d'eau engendrée par la politique écologiquement dévastatrice du régime. Non seulement les paysans et les bouviers perdent leurs champs et leurs

de l'été 2021, du « soulèvement d'Âbân »[16] de 2019, mais aussi des soulèvements de été 2018[17] et de l'hiver 2017[18]. Tous réprimés dans le sang, ces soulèvements exprimèrent une colère et une amertume inédites qui alimentent ce « soulèvement de Jina ».

En vérité, depuis quelques années, le rejet du voile obligatoire s'est joint aux revendications dites économiques et à la révolte contre la pauvreté. En 2019, les étudiants ont fait une liste assez claire de ce qui les révoltait : « le chômage, le travail non rémunéré, le voile obligatoire des femmes ». Ils se sont indignés contre « les lois anti-femmes, l'exploitation et la tyrannie ». C'est pourquoi nous pensons qu'une approche strictement féministe tendant à faire de l'abolition du hidjab obligatoire la seule revendication et le facteur déterminant de ce mouvement est sans aucun doute fausse, car elle ne prend pas en compte l'importance de la misère économique qui frappe les populations et sans laquelle le mouvement actuel n'aurait jamais pris cette ampleur. En minimisant ce phénomène de paupérisation qui s'intensifie depuis plusieurs années, cette perception des choses contribue à invisibiliser la condition des femmes (et des hommes) les plus pauvres.

Les images et les vidéos de femmes voilées marchant main dans la main avec des femmes sans voile semblent confirmer notre analyse : elles vont toutes au-devant des forces de répression au cri d' « **Avec ou sans voile, en avant pour la révolution !** ». Celles et ceux qui affrontent à main nue dans les rues des gardiens de la République islamique surarmés et prêts à mutiler, voire à tuer, savent très bien que ce qui les motive à mettre leur existence en danger va bien au-delà de la simple question du voile. C'est pourquoi elles crient : « **Nous n'avons ni pain ni toit, le voile est devenu un prétexte !** ». Au-delà de la question du voile et de la liberté, ce qui a convaincu les manifestants de faire face aux forces de répression, c'est la précarité grandissante et la pauvreté paralysante. « **Pauvreté, corruption, vie chère, allons jusqu'au renversement du régime !** »[19], comme le dit un slogan plus en phase avec les raisons de la colère.

---

bétails, mais, même dans les villes, il n'y a pas assez d'eau potable alors que la température monte à 50° dans la journée. Les gens descendent dans la rue au cri de « J'ai soif ». Cette protestation atteint très vite les régions voisines, comme Ispahan et Lorestan, et se clôt par des morts, des disparitions et des arrestations.

[16] Le soulèvement d'Âbân éclate durant la deuxième quinzaine du mois de novembre 2019. Des manifestations ont lieu partout en Iran. Elles dénoncent l'augmentation du prix du carburant annoncée par les autorités et prennent pour cible la République islamique et ses plus hauts dignitaires. La répression est d'une ampleur inédite : environ 1 500 manifestants sont tués en moins d'une semaine.

[17] Des protestations éclatent, à l'été 2018, dans tout le pays contre l'augmentation du taux de change du dollar qui entraîne l'augmentation du coût de la vie. En une semaine, le régime met fin par la violence aux manifestations.

[18] Les premières manifestations débutent à Machhad, avec des slogans contre la corruption et la vie chère. Elles sont d'abord menées par les ultra-conservateurs, partisans d'Ebrahim Raïssi et de Mahmoud Ahmadinejad, pour affaiblir le gouvernement du président d'alors, Hassan Rohani, mais ces manifestations se transforment très vite en protestations contre le régime. La particularité de ces manifestations est que, pour la première fois depuis l'instauration de la République islamique, les populations des petites villes descendent dans la rue et manifestent leur colère contre le régime. La répression est lourde : 54 tués et 8 000 emprisonnés, de l'aveu même du gouvernement.

[19] La vie en Iran est de plus en plus chère. Les prix des produits essentiels montent en flèche. Le pain et le riz ont connu 1 592 % d'augmentation durant les dix dernières années, alors que le salaire d'un simple ouvrier a à peine augmenté de 50 %. Le seuil de pauvreté (dans les grandes villes) est situé à 18 millions de tomans (ancienne monnaie rétablie en 2020), quand le salaire d'un simple ouvrier est inférieur à 5 millions. La paupérisation des peuples iraniens s'est sans aucun doute intensifiée avec le blocus, mais les habitants savent que là n'est pas la seule raison de leur appauvrissement. Ils accusent, à juste titre, la corruption étatique qui s'élève, aux dires des dernières estimations dévoilées récemment à l'occasion de l'affaire de la Compagnie des aciéries de Mobarakeh, à 92 milliards de tomans.

Radicalité du désespoir social

L'identité de la personne qui a donné le coup fatal sur la tête de Jina n'a jamais été révélée. Tout le monde pourtant connait son assassin, tout le monde sait son nom : Seyed Ali Khamenei. On souhaite sa disparition. Le slogan le plus repris est : « **À bas Khamenei !** ». Il se fait entendre depuis le jour de l'enterrement de Jina, à Saqez (Kurdistan), sa ville natale. Nombres d'autres slogans visent directement et immédiatement le régime – et celui qui le gouverne depuis plus de trente ans : « **Tant d'années de crimes, à bas ce régime !** » ou « **Khamenei est un assassin, sa gouvernance est annulée !** »[20]. La mort de jeunes gens a remis en mémoire le personnage de Zahâk, ce symbole par excellence de la cruauté et de la tyrannie[21]. Mêlant haine et courage, les femmes de Shiraz crient : « **Khamenei, tu es Zahâk, on t'enterre !** ».

La radicalité de ce mouvement ne tient pas seulement à la cruauté dont fait preuve le régime face à ses opposants. Car, dès son arrivée au pouvoir, ce régime a opprimé les révolutionnaires. Rien que durant les premières années qui suivirent la victoire de la contre-révolution, plus de 10 000 moudjahidin et communistes ont trouvé la mort, et entre 3 000 à 4 000 d'entre eux ont été exécutés en 1988, en seulement deux mois. Si aujourd'hui ce mouvement est devenu aussi radical, c'est parce qu'il n'y a plus d'espoir. Le projet de réforme politique, qui a duré plus de vingt ans, a lourdement échoué. Il y a déjà quatre ans que les étudiants ont annoncé sa mort en s'adressant à la fois aux réformistes et à leurs adversaires : « **Réformistes, fondamentalistes, votre heure est venue !** »[22].

Autrement dit, le jeu du « moindre mal » entre pire et moins pire est terminé. La classe moyenne n'existe plus économiquement, une misère noire terrasse la classe ouvrière. Le manque d'eau a convaincu la paysannerie, un des piliers de longue date du régime : « **L'ennemi est ici, ils mentent en disant que c'est les États-Unis !** ». Les retraités qui n'arrivent plus à se nourrir clament « **Seul dans la rue, nous gagnerons nos droits !** ». Le Bazar, l'allié traditionnel du régime, déteste plus que jamais le régime, ferme ses commerces et crie les slogans les plus radicaux comme celui-ci : « **Cette année est celle du sang, Syed Ali sera renversé** »[23]. Bref, tout un chacun se ressent, d'une manière ou d'une autre, victime du même tyran et crie unanimement le « dernier message » : « **C'est la totalité du régime qui est visée** ».

---

[20] Il faut dire, en passant, qu'aucune autre autorité de la République islamique n'est visée dans les slogans. Raïssi, son président, n'est jamais cité, comme s'il n'était qu'un personnage secondaire, sans autonomie ni influence réelle. Cela montre que le peuple révolté a franchi un cap sans retour. La seule fois qu'un slogan a visé Raïssi, c'est le jour où il s'est rendu à l'université féminine d'Al-Zahra à l'occasion du début de l'année scolaire. Les étudiantes lui crièrent leur souhait : « **Nous ne voulons pas de système corrompu, nous ne voulons pas d'invité assassin !** ». Raïssi ayant été membre du jury qui, en 1988, condamna à la peine de mort les communistes et les moudjahidin, il est qualifié en Iran de « président assassin ».

[21] Personnage mythique de la Perse antique, Zahâk symbolise le mal incarné. C'est un tyran doté de deux têtes de serpent lui ayant poussé sur les épaules pour avoir été embrassé par Ahriman (l'esprit démoniaque). Pour garder les serpents calmes, il doit les nourrir avec des cerveaux humains. Chaque jour, un certain nombre de personnes sont donc tuées pour alimenter les serpents. Après avoir perdu dix-sept fils sacrifiés pour satisfaire l'appétit des reptiles, Kâveh, un simple forgeron qui a soif de justice et de vengeance, se rebelle contre Zahâk et obtient le soutien du peuple.

[22] Identifiés en Occident comme « radicaux », les « fondamentalistes » constituent, avec les « réformistes », ces supposés « modérés », les deux ailes de la République islamique.

[23] L'inflation galopante a littéralement paralysé le Bazar : de 2016 à 2021, le taux d'inflation a été multiplié par sept pour atteindre les 43 %. Aujourd'hui, il est à 52 %. Le Bazar n'a désormais d'autre solution, pour sauver sa peau, que de rejoindre le mouvement.

Quand la révolte devient révolution

Au moment où les « experts » et les « informés » s'interrogent sur la nature de cette vague de protestation, les étudiants clarifient les choses : « **Ce n'est plus une protestation, c'est le début d'une révolution** ». Et là, pour la première fois, on entend nommer ce qui se passe sous les yeux : la « révolution »[24]... Révolution, ce mot banni, revient sur la scène de l'histoire iranienne. La République islamique se l'était approprié et l'avait vidé de son sens. Rejetant tout ce qui vient et appartient au régime, le peuple éprouvait donc, depuis plusieurs années, une réticence naturelle à employer ce mot captif de « révolution ». Si le régime était « révolutionnaire », les opposants ne pouvaient pas l'être. On qualifiait d'ailleurs d'« antirévolutionnaire » n'importe quelle personne qui s'opposait. Aujourd'hui, la règle du jeu s'inverse : dès lors que le peuple veut une « révolution », le régime se trouve désarmé sur le terrain sémantique.

Il faut pourtant souligner que les forces « réformistes » et les royalistes partagent un même rejet de la « révolution ». Les premières cultivent sa crainte en se référant au sort de la Syrie. Pour eux, toute tentative d'abolition de la République islamique pourrait conduire au chaos et à l'émergence de groupes séparatistes. Ainsi, une bonne partie de la classe moyenne gagnée à l'idéologie nationaliste a pris au sérieux cette menace en se montrant favorable à la politique des « réformistes ». Mais aujourd'hui l'échec du projet des réformes est devenu si patent et la peur de la « syrisation » de l'Iran reculant, c'est une sorte de « solidarité nationale » qui se manifeste à travers les slogans comme « **Du Kurdistan à Téhéran, je donne ma vie pour l'Iran** ».

Les Kurdes, qui ont été et sont toujours la première cible d'une répression féroce, ne lâchent pas le combat et répètent que « **la résistance, c'est la vie** » ; leur courage motive de plus en plus les autres peuples ; les gens de Téhéran crient « **Kurdistan, l'exemple de tout l'Iran** » ou encore « **Kurdistan, la barricade de tout l'Iran** ». Et enfin, après le massacre des Baloutches à Zâhedân[25], on entend partout « **Zâhedân, Kurdistan, les favoris de l'Iran** ». Au fur et à mesure que la répression des Kurdes et des Baloutches s'intensifie, le message de la solidarité entre les peuples d'Iran se diffuse : au Kurdistan on entend « **Kurde, Baloutche et Turc, la liberté et l'égalité** » et les Baloutches, pendant la répression sanglante des Kurdes, crient : « **Kurdes et Baloutches sont frères, ils ont soif du sang du chef suprême** ».

Un combat dans le combat

Les royalistes et les opposants de droite qui gravitent autour du fils du Shah constituent, comme indiqué, un autre groupe politique pour qui le mot « révolution » n'a qu'un sens négatif[26]. Traumatisés par l'abolition de leurs privilèges, conséquence de

[24] En persan : « Enghelâb ».

[25] Le 30 septembre 2022, à Zâhedân, les forces de répression ont ouvert le feu sur les manifestants baloutches indignés contre l'indulgence des autorités iraniennes face à l'acte commis par le commandant de police de Tchabahar, accusé d'avoir violé le 1er septembre Maho Baloch, une adolescente sunnite. Le résultat de cette répression violente a fait une centaine de morts et plus de 300 blessés. Ce jour de tuerie a été nommé « le Vendredi noir ». Ce massacre n'a pourtant pas provoqué la panique parmi les Baloutches, qui connaissent – sans doute plus que d'autres peuples iraniens – l'oppression, la misère, le mépris et la discrimination (ce n'est pas pour rien qu'à Téhéran on rappelle amèrement que ce que l'Iran a offert aux Baloutches c'est « déni, balles, exécutions »). Ils continuent donc à descendre courageusement dans la rue chaque vendredi… et le régime continue de les emprisonner ou de les tuer par balle.

[26] C'est tout récemment que certains d'entre eux commencent à employer le mot « révolution ». Il en va ainsi de Masih Alinéjad, journaliste anciennement « réformiste » et nouvellement royaliste, qui dit avoir convaincu Macron, lors d'une rencontre, à reconnaître que le mouvement actuel en Iran relèverait d'une « révolution » en cours.

la révolution de 1979, les royalistes préfèrent employer le mot de « subversion», se définissant même comme « subversionnistes ». La peur haineuse que suscite le mot de « révolution » va jusqu'à les pousser à préférer celui, péjoratif, de « rébellion » pour qualifier ce qui s'est passé en 1979. Durant ces années où la qualité de vie des Iraniens a baissé, les royalistes ont créé un contre-récit tenant du mythe selon lequel le régime du Shah aurait été à deux doigts de réaliser le paradis perdu sur terre pour les Iraniens, preuve que le soulèvement contre la monarchie ne pouvait être qu'un « coup de folie » d'un peuple bien nourri s'étant laissé ensorceler par les mollahs et les délires communistes. Cela dit, malgré les efforts des royalistes, l'esprit de la révolution de 1979 souffle encore dans ce mouvement, comme l'atteste ce cri de « **Liberté, liberté, liberté !** » entonné dans les rues sur la même mélodie que le slogan le plus important de la révolte de 1979 : « À bas le Shah, à bas le Shah, à bas le Shah ! »[27].

On ne peut nier, cela dit, le fait que certaines couches de la classe moyenne, voire de la classe populaire, croient en ce mythe d'un Âge d'or. À côté du travail acharné des médias pro-royalistes pour vendre l'illusion d'un Iran puissant où tout le monde vivait en joie et en harmonie grâce à la dynastie des Pahlavi, il ne faut pas ignorer le rôle que la République islamique a joué dans le blanchiment du régime précédent. En effet, en faussant les causes de la révolution de 1979, l'appareil de propagande de l'actuel régime iranien a, durant des années, participé de la construction de cette illusion mythique. En avançant par exemple l'idée que les peuples iraniens se seraient soulevés contre le Shah pour mettre en place un régime islamique ou pour glorifier « le cher Islam », il dissimule les vraies causes de la révolution contre le régime des Pahlavi, à savoir, d'un côté, la discrimination sociale et le fossé économique révoltant entre les partisans de la famille royale et leurs alliés et le reste de la population et, de l'autre, la répression violente des opposants par l'absolutisme politique. En massacrant une génération communiste, la République islamique a réussi à effacer les traces d'un mouvement politique mettant en avant la lutte de classe et ayant abouti à renverser le régime du Shah. Ce faisant, elle a creusé un fossé que comblent les illusions mensongères des partisans de la royauté.

Les médias libéraux – la BBC en persan, Voice of America, Iran International, Manoto, etc. –, de leur côté, préparent l'alternative à la République islamique en donnant sans cesse la parole aux représentants du royalisme ou à ceux qui y adhérent par opportunisme. Ils diffusent massivement, dès qu'ils le peuvent, le moindre signe, image ou acte en faveur du royalisme, et passent silencieusement à côté des grands signes qui remettraient en cause le rêve du prince (le fils du Shah) de monter à son tour sur le trône. Bref, les anciens et les nouveaux royalistes (majoritairement composés des anciens « réformistes ») s'efforcent plus que jamais de convaincre les peuples iraniens de se réunir autour du prince. Mais les peuples les plus démunis sous le régime des Pahlavi se montrent beaucoup plus avisés ; les Baloutches, par exemple, descendent dans la rue après chaque prière du vendredi et lancent les slogans les plus radicaux contre le régime actuel, sans jamais oublier l'ancien : « **Ni royauté ni République islamique, égalité et liberté !** ».

Les partisans du régime actuel et les adeptes de l'ancien régime s'entendent pour fausser l'histoire en l'amputant d'une donnée de base : c'est une lutte de classe qui a renversé le Shah et qui va également renverser les mollahs. En dissimulant les causes réelles de la révolution non achevée de 1979, les uns et les autres dévoilent le même intérêt qui les unit : que cette révolution ne soit jamais achevée. Les deux camps sont donc ennemis de celles et ceux qui ne tolèrent plus l'idée de vivre sous quelque tutelle

[27] D'autres slogans empruntent aussi à cette époque, mais avec une différence significative, puisque la « fille » remplace le garçon et le frère cède sa place à la « sœur » : « **Bombardement, tank, mitrailleuse n'ont plus d'effets, dites à ma mère qu'elle n'a plus de fille !** » ou « **Je tue ce qui a tué ma sœur** ».

que ce soit : celle de l' « ombre de Dieu » ou celle du « signe de Dieu »[28]. Il y a donc, dans le combat contre le régime actuel, un autre combat à mener contre les forces royalistes. Celles et ceux qui veulent sortir du cercle vicieux du pire et du moins pire crient donc : « **Nous ne voulons ni Shah ni mollah, à bas les tyrans !** ».

Dans l'attente du dernier mot…

Le soulèvement de Jina n'a pas encore dit son dernier mot : la force de répression matraque, mutile, emprisonne, torture et tue, mais la vague révolutionnaire ne s'arrête pas. Le bilan de la répression est assez lourd : il y a environ 600 personnes tuées et plus de 20 000 autres jetées en prison. Pourtant aucune stratégie répressive ne parvient réellement à éteindre le feu de la colère des révolutionnaires. Les exécutions de quatre jeunes hommes en décembre 2022 et janvier 2023[29] ont certes ralenti le mouvement, mais sans y mettre un terme. Dans différents secteurs de l'économie, des groupes d'ouvriers font grève, des grèves qui ne durent que quelques jours mais qui affaiblissent de plus en plus le régime. Lorsque, au vu de la puissance de l'appareil répressif, les manifestations sont impossibles, la révolution se manifeste autrement, par les cris nocturnes qu'on entend, les graffitis et caricatures qui s'affichent sur les murs, les images qui sont brandies de celles et ceux qui sont tombés.

Autant de manières d'exprimer des souhaits et des colères, de visibiliser des luttes. Il ne faut donc pas croire que, faute de manifestations de rue, la révolution se serait arrêtée. Les peuples opprimés d'Iran ont acquis l'assurance que rien ne redeviendra comme avant, qu'il n'est plus possible de continuer comme ça, que le choix est aussi clair que le dit ce graffiti : « **Si on ne se soulève pas, on sera détruit** ».

Assareh ASSA

– *À contretemps* / En lisière / mars 2023 –
[http://acontretemps.org/spip.php?article972]

AC

[28] « Zel-allah » (l'ombre de Dieu) est une façon flatteuse de désigner le roi. « Ayat-allah » (le signe de Dieu) est l'un des titres les plus élevés décerné à un membre du clergé chiite (mollah).

[29] Mohsen Shekari, vingt-trois ans, pendu le 8 décembre 2022 ; Majid Rahnavard, vingt-trois ans ans, pendu le 12 décembre 2022 ; Sayed Mohammad Hosseini, trente-neuf ans, pendu le 7 janvier 2023 ; Mohammad Mehdi Karami, vingt-deux ans, pendu le 7 janvier 2023. Ces quatre exécutés l'ont été pour « inimitié à l'égard de Dieu ».